tion du Montellier, car le reste provenant de la succession d'Etienne de Montellier, dernier seigneur de ce nom, passa aux mains de la famille d'Ars en la personne de Roland d'Ars, héritier universel dudit Etienne. Guillaume, fils de Roland, en jouit à son tour, et à sa mort, sa part de droits échut à Anthonie sa fille, épouse de Guillaume de Chiel. La juridiction sur les hommes et les biens qu'il possédait au mandement du Montellier avait été confirmée à Guillaume d'Ars par Jean de Villars, le 22 mai 1347 (1).

Le Montellier possédait donc cette *alta justitia, merum imperium et jus gladii* dont il est si souvent fait mention dans les chartes du moyen-âge. Quoique chacun sache en quoi consistaient ces droits, il n'est peut-être pas inutile de le rappeler en quelques lignes. Le *merum imperium* comportait la connaissance de tous les crimes punissables de mort naturelle, de mort civile, de mutilation ou incision des membres, de fer chaud, du carcan, etc.

Les hauts justiciers, ainsi que l'on appelait ceux qui jouissaient de ces droits, pouvaient ériger leurs fourches patibulaires aux limites de leurs domaines. Ils avaient en outre le droit de couper les têtes, de brûler, de calciner les corps, d'écarteler, de pendre, etc., *capita troncandi, urendi, comburendi, igne consumandi, ecartelandi, pependi, capiendi, detinendi et corporaliter omnes delinquentes puniendi*, selon les termes d'une reconnaissance de 1320 (2).

Guillaume de Chiel dont nous avons déjà parlé, eut plusieurs démêlés avec Jean de Villars, frère d'Oddon, qui exerçait la haute juridiction au Montellier. A la demande de Guillaume, une enquête eut lieu en 1367 sur l'autorisation d'Oddes ou Oddon de Villars, qui était alors à Lyon. Cette pièce nous apprend que les seigneurs de Montellier levaient les bans, *bannegrabant*, mais n'exécutaient pas,

(1) Arch. du Montellier.

(2) Menabrée, *Montmélian et les Alpes*, passim.